

SFA DOSSIER MÉDICAL

par Michel JOSTE

Cliquez sur la diapo pour passer à la suivante

Echap pour sortir

Le passage de la souris sur le bas inférieur gauche donne la possibilité d'un retour arrière

S.M.P.R. DE FRESNES - C.H. Paul Guiraud VILLEJUIF

1 Allée des Thuyas - 94261 FRESNES Cedex

Chef de service : Dr Christiane de BEAUREPAIRE

Fresnes, le 19 avril 2002

Réf. : CdeB/CM-080/2002

Monsieur Michel JOSTE

22 Boulevard de la Fontaine

66390 BAIXAS

Cher Monsieur,

J'ai pris connaissance de votre courrier du 5 avril 2002 adressé au Directeur de la maison d'arrêt de Fresnes, à propos de votre dossier médical psychiatrique.

A la lecture de votre dossier du S.M.P.R. ouvert en 1993, je note que vous avez rencontré une première fois l'une des psychologues du service, la seconde fois l'un des médecins du service, et que le 27 décembre 1993, la commission de l'application des peines décidait de vous accorder une libération conditionnelle.

Je ne retrouve aucun examen clinique psychiatrique particulier, lors de la seconde et dernière consultation, vous avez exprimé que vous ne souhaitiez plus être suivi et que vous faisiez face à votre situation sans aide particulière.

Je ne note nulle part d'intervention infirmière ni d'indication de prescription de traitement.

Par ailleurs votre dossier était archivé et les médecins en charge du S.M.P.R. ayant changé depuis 1993, n'ont pu ne donner d'indication complémentaire.

Je ne peux donc vous donner que les éléments dont je dispose, mais je suis à la disposition de votre médecin traitant, le Dr SERRE, pour le lui confirmer s'il le désire.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, en mes sentiments les plus dévoués.

Dr Christiane de BEAUREPAIRE
Chef de service



Copie à :

- Monsieur le Directeur de la Maison d'Arrêt de Fresnes

COMPTE RENDU RADIOLOGIQUE

Etiquette autocollante ou
identification du malade

Mr JOSTE Michel

Rx B3 106

Service demandeur : 1 DIVISION

Hôpital : H.M.P.H.P.

Service : RADIOLOGIE

Date : 21 octobre 1993

NOM et signature du Radiologue : DR SERRES

BASSIN DE FACE DROITE, RACHIS LOMBAIRE FACE PROFIL, CENTRE SUR L4 L5 ET L5 S1,
RACHIS LOMBAIRE EN 3/4

Présence d'un important trouble statique au niveau du bassin avec bascule vers la droite.

Scoliose lombaire sur jacente importante à convexité droite.

Eversion des coins antérieurs des vertèbres lombaires de façon étagée avec ostéophytes marginaux antérieurs.

Pincement discal étagé

Il existe de plus un important spondylolisthésis de L5 sur S1 avec image de lyse ischique bilatérale.

• GENOU DROIT GAUCHE FACE PROFIL ET INCIDENCES FEMORO PATELLAIRES

Démérialisation du squelette des deux genoux.

Pas ailleurs que de modification ostéarticulaire radiologiquement visible.

Ceci n'exclut pas une lésion des parties molles ou méniscales.

bc

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PERPIGNAN
BP 921 - 66921 PERPIGNAN CEDEX
CABINET DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

PERPIGNAN, le 15 mai 2002

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

à

Monsieur JOSTE Michel
22 boulevard de la Fontaine
66390 BAIXAS

OBJET : Demande de dossier médical
N/REF : 1081 CG 02

Monsieur,

J'ai l'honneur, en réponse à vos courriers des 13 mars, 6 avril et 25 avril 2002, de vous faire parvenir la copie de la seule pièce médicale du dossier d'instruction 98/033.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE



Jean-René FLOQUET

Je soussigné, Docteur G. VACHET, Psychiatre des Hôpitaux, Expert près la Cour d'Appel de MONTPELLIER,

Commis par ordonnance de Madame RAUX-GUARNE, Juge d'Instruction au Tribunal de Grande Instance de PERPIGNAN le 28 Juillet 1998, à l'effet de :

1) Procéder à l'examen psychiatrique de :

Monsieur JOSTE Michel

né le 10 Septembre 1952

mis en examen pour « dénonciation calomnieuse » en vue d'évaluer sa situation en fonction de ses composantes pathologiques éventuelles et des faits qui lui sont reprochés.

2) Rechercher si, au moment des faits, il était atteint de trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes au sens de l'article 122-1 alinéa 1 du Nouveau Code de Procédure Pénale. Ou encore, si, au moment des faits, il était atteint d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant altéré son discernement ou entravé le contrôle de ses actes au sens de l'article 122-1 du Nouveau Code de Procédure Pénale.

3) Un pronostic sur l'évolution ultérieure du comportement est-il possible ? Donner un avis sur le traitement ou la mesure de rééducation à envisager, le cas échéant.

4) Faire toutes constatations utiles à la manifestation de la vérité.

Certifie avoir personnellement examiné l'intéressé au Centre Pénitentiaire de PERPIGNAN, le 15 Octobre 1998, et avoir consigné mes constatations et conclusions dans le présent rapport dont j'affirme le contenu sincère et véritable.

1) RAPPEL DES FAITS

Monsieur Michel JOSTE, 46 ans, a été mis en examen pour « dénonciation calomnieuse », au préjudice du Directeur de l'école primaire de BAIXAS, à la suite de 2 courriers des 7 et 14 Octobre 1996 adressés au Maire de BAIXAS.

Avant d'être incarcéré au Centre Pénitentiaire de PERPIGNAN et de pouvoir y être examiné, Monsieur JOSTE -à qui nous avons proposé 2 rendez-vous successifs- ne s'était pas présenté et, pour expliquer son absence, nous avait adressé 2 courriers à l'argumentation peu compréhensible, parfois incohérente, liant ses démêlés actuels avec la justice à un mystérieux dossier financier à propos duquel il va longuement s'expliquer ce jour.

2) BIOGRAPHIE - ANTECEDENTS

Monsieur JOSTE est né le 10 Septembre 1952 à MEKNES au MAROC. Il est le 3^e d'une fratrie de 4 enfants.

Son père qui était agriculteur serait décédé en 1996 à la suite d'un arrêt cardiaque au cours d'une plongée sous-marine. Sa mère, âgée de 65 ans, habite à BAIXAS.

Monsieur JOSTE passe son enfance et son adolescence qu'il décrit heureuse à MEKNES. Elève moyen, il arrête sa scolarité en classe de seconde puis s'engage, à 18 ans, dans l'armée parce qu'il veut, dit-il, « apprendre un métier ».

Son périple militaire le mènera successivement à HOURTIN (dans la région bordelaise), à CHERBOURG (où il aurait obtenu l'équivalent d'un C.A.P. d'électromécanicien), à BREST (il navigue alors sur un escorteur rapide « LE GASCON ») enfin à PAPEETE où il restera environ 18 mois.

Il aurait ensuite été réformé pour des problèmes de dos.

Monsieur JOSTE serait alors retourné à BORDEAUX où il se perfectionne dans l'électromécanique en prenant des cours par correspondance. Il se marie en 1975, a 3 enfants dont l'un décèdera à l'âge de 3 mois.

Il gagne ensuite la région lyonnaise où il monte une entreprise d'électricité qui aurait périclité rapidement parce qu'il aurait oublié de signer l'autorisation de découvert à la banque.

Après son divorce en 1983, pour des motifs mal définis, il aurait été à l'origine de la création d'un syndicat le C.D.C.A. (Comité de Défense des Commerçants et Artisans) avec le fameux Monsieur POUCKET qu'il a, dit-il, parfaitement connu... Mais en 1989, il laisse tomber ce mouvement qui prenait, dit-il, une orientation qui ne lui plaisait pas.

La même année, il se marie. Avec cette seconde épouse, il aura 2 enfants, Bruno et Pierre, âgés actuellement de 9 et 5 ans.

Monsieur JOSTE se serait alors lancé dans une vaste affaire économico-financière des plus complexes à l'origine de nombreux déboires mais aussi, dit-il, de ses ennuis actuels avec la justice.

Depuis plusieurs années, l'histoire de Monsieur JOSTE semble se confondre avec les retombées de cette « affaire » qui semble occuper la majeure partie de son temps et pour laquelle il multiplie démarches, interventions diverses tous azimuts et nombreux courriers.

Au cours de cette période, Monsieur JOSTE, avec sa famille, aurait successivement vécu à CASTRES puis à PARIS avant de s'installer définitivement à BAIXAS en 1994.

Il vivrait actuellement du R.M.I. et aurait fait récemment une demande à la C.O.T.O.R.E.P. pour pouvoir toucher une pension adulte handicapé en raison de ses problèmes de dos.

Monsieur JOSTE a été hospitalisé, environ 4 mois, fin 1992 - début 1993, en placement d'office au Centre Psychiatrique « LES MURETS » à LA QUEUE EN BRIE.

3) EXAMEN

Tout en manifestant une certaine réticence initiale qui s'estompe assez rapidement, Monsieur JOSTE accepte l'examen sans grandes difficultés.

La reconstitution de son curriculum est, dans un premier temps, facile en dépit de quelques imperfections mnésiques. Durant toute cette première partie, Monsieur JOSTE se montre calme, assez détendu, son comportement est adapté, ses propos cohérents. Ceci concerne la narration de son histoire jusqu'en 1989.

Et puis, brutalement, sautant les étapes, Monsieur JOSTE tient à nous expliquer ce que lui reproche actuellement la justice. Il dit avoir dénoncé des anomalies au niveau de l'école fréquentée par son fils, des « malversations financières » (des fonds attribués à l'école qui n'auraient pas été utilisés en ce sens), « une mauvaise application du mi-temps », enfin « des sévices sur son enfant » (Monsieur ROUCH, l'instituteur, aurait « poussé » les autres enfants à importuner son fils).

Pourquoi, dit-il, a-t-on pu en arriver là ? Pour le comprendre, « on est obligé de revenir en 1989 ! »...

Monsieur JOSTE, de plus en plus sthénique, logorrhéique, se lance alors dans une longue explication, manifestement délirante, concernant une vaste entreprise financière dans laquelle il fondait beaucoup d'espoir mais qui a tourné court en raison d'influences diverses contraires à ses desseins.

Ayant, quand il faisait partie du C.D.C.A., « appris sur le terrain tout ce qui concerne la gestion des entreprises », il crée la sienne propre dénommée « A.T.F.O.P. » (Appui Technique, Formation, Organisation Professionnelle) mais il s'aperçoit « qu'il manque une société de mandataires », il crée alors la Société « SYSTOL ». Mais, « il manque la partie financière », Monsieur JOSTE crée alors la Société « TOXEL », « Société d'études et de recherches » puis d'autres sociétés « à participations occultes » tels RT9, RT3 (« avec des intérêts australiens »), RT9 (« avec des intérêts canadiens »), RT45 (« avec des intérêts américains »). Il est, dit-il, « le gérant, l'exploitant, le signataire et le responsable » de tous ces dossiers.

Avec ce système, Monsieur JOSTE parvient, dit-il, à « monter 64 dossiers financiers qui représentent 1 405 milliards de francs » qu'il ne pourra concrétiser car « le gouvernement français de l'époque veut tout garder pour lui ». Sont en cause également « la branche financière des Francs-Maçons, les Rosicruciens ! » qui gèreraient cet argent.

Monsieur JOSTE s'interroge pour savoir si ces fonds ont pu être utilisés « à des fins que je ne maîtrise pas », par exemple en finançant les activités de l'I.R.A. ou les attentats en CORSE.

Poursuivant son discours, Monsieur JOSTE se montre de moins en moins compréhensible, s'énerve quelque peu, quand, toujours soucieux de convaincre son interlocuteur, il comprend qu'il n'y parvient pas. Il dit trouver des justifications à ce qu'il avance aujourd'hui « dans l'évolution actuelle de l'Economie Mondiale ». Et, puis, « la justice a pris en charge le dossier », « le juge peut avoir été manipulé ». Elle a connaissance du dossier avec les fameuses références RT9 - TOXEL - FMP. Quant à Monsieur ROUCH, l'instituteur de son fils, Monsieur JOSTE, dont un frère serait franc-maçon et qui aurait mené une enquête, pense qu'il fait partie du complot.

En fin d'examen, Monsieur JOSTE -qui estime que son incarcération actuelle est « la preuve irréfutable » de ce qu'il dénonce- exprime sa lassitude. Il voudrait que la justice le dégage de ses responsabilités et ne plus entendre parler de rien. Il ne peut d'ailleurs pas s'empêcher d'éclater en sanglots quand il évoque le fait que son fils, depuis 3 mois, pour toutes ces histoires, ne serait pas scolarisé.

Après qu'il eut interrogé l'expert quant à ses conclusions et qu'il lui fut répondu que celui-ci le pensait malade et, de ce fait, irresponsable de ses actes, Monsieur JOSTE, tout en se reconnaissant « anxieux et dépressif » déplore cette appréciation qui ne pourra aller que dans le sens contraire à ses intérêts mais favorable à ceux qui lui en veulent.

4) CONCLUSIONS

- * L'examen psychiatrique de Monsieur JOSTE Michel met en évidence une psychose délirante chronique de type paranoïaque, avec idées mégalomaniques et multiples interprétations persécutives. Existe également, associée, une importante dépression sous-jacente.
- * Au moment des faits, Monsieur JOSTE était atteint (et l'est encore) d'un trouble psychique ayant aboli son discernement et le contrôle de ses actes au sens de l'article 122-1 alinéa 1 du Nouveau Code de Procédure Pénale.
- * L'état de Monsieur JOSTE requiert la nécessité de soins spécialisés qui, dans un premier temps, doivent lui être apportés par une hospitalisation.

A THUIR, le 20 Octobre 1998

Docteur G. VACHET





MICHEL JOSTE

22, bd de la Fontaine
66 390 BAIXAS

CPAM

M. le Directeur

Rue Rempart Saint Mathieu
66 013 Perpignan Cedex

jeudi 25 avril 2002

Objet : Demande de dossier médical RAR N° 1463 1083 7FR

Monsieur,

Vous restez l'une des rares personnes n'ayant pas jugé nécessaire de donner suite à ma demande correspondant aux dispositions de la loi du 17 juillet 1978, modifiées par celles du 12 avril 2000 et du 4 mars 2002 / N° 2002-303, mises en avant par les tiers conscients aussi, je vous rappelle mes courriers et demandes.

Rappel du 08 03 2002

Dans le cadre de la loi sur la consultation du dossier médical par les patients, je vous saurais gré de bien vouloir me communiquer les doubles des éléments médicaux constituant mon dossier ; et en particulier les rapports de votre médecin conseil du 03 12 99 constatant l'usure prématurée de mon organisme et du docteur DUMAS du 22 02 2000.

Rappel du 05 04 2002

Courrier du 8 mars 02 sans réponse.

La décision Préfectorale - 573 / 02 - reconnaît le constat d'incompétence du corps médical face à ma maladie. Je reste donc seul à devoir gérer une décompression possible, dangereuse pour moi mais surtout pour les autres si l'on tient compte d'un désespoir à vivre décemment, de ma volonté à ne pas vouloir me détruire seul et de l'impossibilité à faire valoir un certain nombre de droits élémentaires. En conséquence, il m'appartient d'apprendre et de maîtriser, seul, mes psychoses délirantes et mes décompensations. Je vous demande donc une aide majeure qu'il ne vous appartient pas de refuser à savoir copie **complète** de mon dossier médical, soit directement soit par l'intermédiaire de mon médecin traitant le Docteur SERRE M. 8, bd de la Fontaine, 66 390 BAIXAS.

Je n'ai pas les ressources suffisantes pour pouvoir me faire soigner sans prise en charge. Je tiens à connaître la liste des maux pris en compte avant de prendre rendez-vous avec tel ou tel spécialiste ; charges que je ne peux pas assurer.

Dans votre courrier du 9 avril 02 vous faite référence à l'article 40 de la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978, Je vous remercie de bien vouloir faire preuve d'ouverture d'esprit, au vu des solutions à trouver, à l'instar de vos collègues.

Recevez Monsieur, mes sentiments les meilleurs.

Michel JOSTE

INVALIDITE REGIME GENERAL

03/12/1999

EN COURS le 03/12/1999 . CATEGORIE 1 du 03/12/1999

 (O) ATTRIBUTION D'INVALIDITE (18 PERPIGNAN (ELSM))

MALADIE

21/06/2000

REJET le 23/06/2000

 (O) ATTRIBUTION ETM (EXONERATION DU TICKET MODERATEUR) (18 PERPIGNAN (ELSM))

Avis du 22/02/2000 - ATTRIBUTION D'INVALIDITE - INVALIDITE REGIME GENERA
L du 03/12/1999

AVIS FAVORABLE

PERSONNALITE PARANOIAQUE

Observation de la demande :

1/3/90 : spondylo-listhésis 1/10 mm de L5/S1. Discopathies L4/L5 et L5/S1

26/9/95 Dr TRIBY : gonarthroses.

21/7/98 Dr COTTIN : cervicarthrose et lombarthrose étagées

COURRIER DU DR CARIOU DU 7/2/2000 : MALADE PARANOIAQUE DELIRANT. En congé
d'H. O.

depuis le 16/2/99. Statut de malade obligé par le Préfet. Nécessite une i
nvalidité 1.

Traitement actuel : 1 CS/mois Dr CARIOU.

Doléances : rachialgies. Etat nerveux. Se sent victime des anciens gouve
rnements.

Examen : 48 ans. 75 kg/1m76. Droitier.

P.A. : 13/8 cm hg. F. C. : 72/mn. ACP : pas d'E.S. Absence d'OMI.

Peut marcher sur les pointes et les talons.

Absence de contracture rachidienne. DMS et D-menton-sternum nulles.

ROT faibles mais S. Absence d'hypoesthésie au touché-piqué. Pas de Lasegu
e.

Abdomen souple sans HSM ni hernie palpable.

Absence de déficit intellectuel.

Avis du 11/08/2000 - ATTRIBUTION ETM (EXONERATION DU TICKET MODERATEUR)
- MALADIE du 21/06/2000

ART. L 322.3.3 - AVIS DEFAVORABLE D'ORDRE MEDICAL

PERSONNALITE PARANOIAQUE

Observation de la demande :

9/8/00 retour PES4 Dr CARIOU : accord pour ne pas prendre en charge à 100
% les

antalgiques/spondylolisthésis ancien, mais désaccord sur les anti-ulcèreu
x et les

anti-eczémateux qui auraient un effet direct sur les délire et les somati
sations.

Donc rejet thérapeutique.

Si expertise : Pr BLAYAC + Dr HUC



l'Assurance Maladie

sécurité sociale

service du contrôle médical
des Pyrénées-Orientales

LE 21 décembre 1999

Monsieur le Docteur CARIOU
CENTRE HOSPITALIER LEON JEAN GREGORY
66301 - THUIR

REF. : UF 18-AG-553-04/68/35/85/23

Mon Cher Confrère,

Je vous serais très obligé de bien vouloir me donner des précisions sur le cas de :
Monsieur JOSTE MICHEL

N.N.I. : 1/52/09/99/350/722/44

Adresse : 22, Bd de la Fontaine - 66390 - BAIXAS

en particulier sur le (s) point (s) suivant (s) :

Veillez justifier médicalement votre demande administrative d'invalidité.

Dans votre certificat médical établi le 03/12/1999 vous mentionnez "est en arrêt de travail salarié depuis 1992".

Après renseignements pris à la Caisse Primaire Monsieur JOSTE ne semble pas percevoir d'indemnités journalières.

Les renseignements que vous aurez l'amabilité de me transmettre resteront, bien entendu, couverts par le **secret médical**.

Je vous prie d'agréer, Mon Cher Confrère, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Praticien Conseil

 **Docteur Alain DUMAS**

Médecin conseil

REPONSE

CENTRE HOSPITALIER LEON JEAN GREGORY

Boite Postale : 22
66301 THUIR CEDEX

Secteur I

Téléphone : 04.68.84.66.10.

Fax : 04.68.84.65.51.

N° Ets 66-078-019-8

Thuir, le 3/12/99

Docteur R. CARIOU
Médecin-Chef

CERTIFICAT MEDICAL

Je soussigné, Docteur R. CARIOU, Psychiatre des Hôpitaux, certifie que :

Monsieur JOSTE Michel

Né le 10/09/1952 à Meknès

Demeurant : 22 Boulevard de la Fontaine 66390 BAIXAS

N° Sécurité sociale : 1.52.09.99.350.740 44

est en arrêt de travail salarié depuis 1992, date de sa première hospitalisation d'office, à Paris.

Il nécessite une mise en invalidité, depuis cette date.

Docteur R. CARIOU



CENTRE HOSPITALIER LEON JEAN GREGORY

Boite Postale : 22
66301 THUIR CEDEX

Secteur I

☎ : 04.68.84.66.10.

Fax : 04.68.84.65.51.

N° Ets 66-078-019-8

Thuir, le 7/02/2000

Docteur R. CARIOU
Médecin-Chef

Monsieur le Docteur DUMAS
Médecin-conseil
Service Médical
19 Espace Méditerranée
BP 644
66836 PERPIGNAN Cedex

Mon cher confrère,

Suite à notre conversation téléphonique de ce jour, je vous adresse un compte rendu médical concernant :

Monsieur JOSTE Michel
Né le 10/09/1952 à Meknès
N° Sécurité Sociale : 1.52.09.99.350.722. 44
Demeurant : 22 Boulevard de la Fontaine 66390 BAIXAS.

Ce patient habitait la région parisienne, où il avait une entreprise d'électricité qu'il a menée à la faillite. Il avait monté des sociétés de placements financiers qui devaient rapporter du 1000 %, et permettre des créations d'entreprises. Il était alors convaincu que son idée avait servi à d'autres, et notamment au gouvernement de Mitterrand, de détourner d'énormes sommes.... Il avait une pension alimentaire pour sa femme et ses deux premiers enfants, qu'il n'avait pas payée et pour laquelle il aurait fait 7 mois de prison. Il a d'ailleurs fini hospitalisé d'office à La Queue en Brie, en 1992, amalgamant de manière délirante et interprétative ces différents éléments, pensant être l'objet d'une « mise à l'ombre » car il était moins dangereux de le faire passer pour malade mental, que de regarder la vérité en face....

En 1994, il a été expulsé de son appartement, et est venu habiter chez ses parents à Baixas, après levée de l'H.O. à Paris. Ici, il était titulaire du R.M.I.. Son fils aîné de 9 ans aurait subi des pressions, sinon des maltraitances morales, par les enseignants locaux et Monsieur JOSTE a alors monté un dossier d'accusations, ayant abouti à des menaces de mort qui ont poussé le Directeur de l'école à porter plainte. Le Juge d'Instruction avait demandé une expertise psychiatrique, à laquelle il a refusé de se soumettre. Elle l'a alors

incarcéré pour assurer l'expertise. Par la suite, il a été hospitalisé d'office dans mon service, le 19/10/98. ,

Il est en congé d'essai d'H.O. depuis le 16/02/99, et les deux tentatives pour faire lever cette hospitalisation d'office par deux experts ont échoué.

Actuellement, il est titulaire d'une Allocation aux Adultes Handicapés, mais veut profiter de son statut de malade obligé par le Préfet, pour réclamer des bénéfices secondaires qu'il estime normaux, à savoir le 100 % et une invalidité.

Au total, il s'agit d'un malade paranoïaque délirant, qui nécessiterait une invalidité 1ère catégorie.

A votre disposition pour tout renseignement complémentaire, dans ce dossier labyrinthe, je vous prie de croire, Mon cher confrère, à mes salutations les meilleures.

Docteur R. CARIOU

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a series of smaller, connected strokes that form a stylized 'C' and 'R'.

SERVICE MEDICAL
CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
19 ESPACE MEDICAL
08830 PERPIGNAN CEDEX
Tél. 08 35 85 00

ORIGINE

UF18

23/6/00

IDENTIFICATION DU MEDECIN TRAITANT

(Ne pas compléter si le cadre "ETABLISSEMENT" ci-après doit être rempli)

NOM - Prénom :

NUMÉRO D'IDENTIFICATION :

IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT

(A compléter seulement par le médecin de l'établissement hospitalier ou non)

NOM DE L'ETABLISSEMENT :

ADRESSE :

NUMÉRO R.N.E.S.S. :

CATÉGORIE DE L'ETABLISSEMENT :

DISCIPLINE D'ÉQUIPEMENT DU SERVICE :

NOM DU SERVICE :

NOM DU CHEF DE SERVICE :

Si le praticien exerce dans un établissement d'hospitalisation public,
préciser si l'examen spécial a été effectué dans le cadre de son activité
privée

☐ OUI☒ NON

RÈGLEMENT D'HONORAIRES D'EXAMEN CONJOINT

L'organisme d'assurance maladie règle directement au médecin
traitant le montant de l'acte pratiqué. Toute demande d'honoraires
auprès du malade est prosaïte.

MODE DE RÈGLEMENT :

☐ RÈGLEMENT A UN COMPTE POSTAL, BANCAIRE OU DE CAISSE D'ÉPARGNE.

Lors de la première demande de remboursement par virement à un
compte postal, bancaire ou de caisse d'épargne ou en cas de
changement de compte, JOINDRE LE RELEVÉ D'IDENTITÉ
correspondant.

☐ Autre mode de paiement :

DATE DE L'EXAMEN :

26/07/00

SIGNATURE ET CACHET DU PRATICIEN OU DE L'ETABLISSEMENT

Dr René CARIQU
Centre Hospitalier
Spécialisé L.J. GREGORY
83101 THUIR

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ(E) (1)

N° IMMAT.

NOM PATRONYMIQUE :

(Nom de naissance)

NOM D'USAGE (facultatif)

(Nom de l'époux) - Veuf(ve) - divorcé(e) ou autre parent

PRÉNOM(S) :

ADRESSE :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MALADE (1)

LE BÉNÉFICIAIRE DES SOINS :

☒ ASSURÉ(E)☐ CONJOINT(E)☐ ENFANT☐ AUTRE AYANT DROIT

NOM - Prénom :

DATE DE NAISSANCE :

SEXE :

☐ M☐ F

EN CAS D'HOSPITALISATION

DATE D'ENTRÉE DU MALADE :

NUMÉRO D'ENTRÉE :

CADRE RÉSERVÉ AU SERVICE MÉDICAL (1)

AVIS DU MEDECIN CONSEIL :

☐ ACCORD☐ Article L. 324-1 du Code de la Sécurité Sociale - Article 103B du Code Rural☐ Exonération du ticket modérateur☐ ALD 30° ☐ ALD* (hors liste) ☐ ALD** (pathologies multiples)☒ DÉSACCORD

NATURE ET MOTIFS :

En cas de désaccord et avant d'émettre son avis, le médecin conseil
est instamment appelé à entrer en contact avec le médecin traitant,
dans le semaine qui suit, afin d'aboutir dans la concertation à un
accord.

Je soussigné docteur :

Médecin conseil, certifie que le médecin identifié ci-contre, a établi un
protocole d'examen spécial (2)

☐ Pour soins ou arrêt de travail > 6 mois n'ouvrant pas droit à l'exonération du ticket modérateur☐ C1.5 ☐ V1.5 ☐ I.K.☐ Pour un examen spécial ouvrant droit à l'exonération du ticket modérateur☐ C2.5

DATE :

SIGNATURE DU MEDECIN CONSEIL ET CACHET DU SERVICE MEDICAL

Docteur Alain PUMAS
Médecin conseil

INFORMATIONS SUR LA MALADIE CONCERNÉE

EXAMEN CONJOINT POUR SOINS CONTINUS OU ARRÊT DE TRAVAIL > 6 MOIS N'OUVRANT PAS DROIT À L'EXONÉRATION DU TICKET MODÉRATEUR - ARTICLE L. 324-1 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE - ARTICLE 1038 DU CODE RURAL (1)

DIAGNOSTIC DE L'AFFECTION DE LONGUE DURÉE ET DESCRIPTION CLINIQUE
(Joindre les résultats des examens complémentaires récents)

DATE DE DÉBUT : _____

TRAITEMENT : Classes thérapeutiques - Hospitalisation - Périodicité et nature des examens complémentaires envisagés

DURÉE PRÉVISIBLE DES SOINS :

DURÉE PRÉVISIBLE D'ARRÊT DE TRAVAIL :

RECLASSEMENT PROFESSIONNEL ENVISAGÉ : ☐ OUI ☐ NON

OBSERVATIONS COMPLÉMENTAIRES :

SI L'AFFECTION DÉCRITE ENTRE DANS LE CADRE DE L'EXONÉRATION DU TICKET MODÉRATEUR, REMPLIR L'ENCADRE CI-DESSOUS

PROTOCOLE INTER-RÉGIMES D'EXAMEN SPÉCIAL OUVRANT DROIT À L'EXONÉRATION DU TICKET MODÉRATEUR
ARTICLES L. 322-3.3 ET L. 322-3.4 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (3)

DIAGNOSTIC DE(S) L'AFFECTION(S) EXONÉRANTE(S) - Cocher une seule case

☐ AFFECTION(S) SUR LISTE - A.L.D. 30

☒ PROCÉDURE EXCEPTIONNELLE - A.L.D. * (hors liste)

☒ ASSOCIATION D'AFFECTIONS CARACTÉRISÉES À L'ORIGINE DE L'ÉTAT PATHOLOGIQUE INVALIDANT - A.L.D. ** (pathologies multiples)

*Delire : paranoïaque sevré évoluant depuis 1992 -
Pathologies multiples par traumatisme (cepsa, ulcère(?) gastrique,
Tumeur du Tronc, asthénie, arthrose du rachis, spondylarthropathie, etc.)*

ARGUMENTS CLINIQUES ET RÉSULTATS DES EXAMENS COMPLÉMENTAIRES RÉCENTS SIGNIFICATIFS

*Ce malade, très peiné, à vocation de soins, est parvenu
que tous ses maux ont eu relation avec les problèmes de santé et est
l'objet, et en particulier, avec les traitements neurologiques subis (ou
Hospitalisation d'office) ce qui est chronique des effets secondaires.*

PROJET THÉRAPEUTIQUE DE (OU DES) L'AFFECTION(S) EXONÉRANTE(S) - Classes thérapeutiques - Périodicité et nature des examens complémentaires envisagés - Soins paramédicaux - Hospitalisation etc.

*en Soins d'Essai d'40 - Consultation, médicale,
+ Soins infirmiers à domicile*

OBSERVATIONS COMPLÉMENTAIRES :

SIGNATURE ET CACHET DU PRATICIEN OU DE L'ÉTABLISSEMENT

[Signature]
Dr René CARIOU
Centre Hospitalier
Spécialisé L.J. GREGORY
66301 THUIR
Secteur 1
02 31 66 11 11



l'Assurance Maladie
sécurité sociale

service du contrôle médical
65000 Pyrénées Orientales

UF : 18/CENTRE 553

OBJET : Exonération du ticket modérateur.

Docteur René Carou
Centre hospitalier
Spécialiste G. J. Gregory
Secteur 1
66301 THuir

Mon Cher Confrère,

L'examen spécial prévu à l'article L 324.1 du Code de la Sécurité Sociale s'applique aux 30 maladies et à la procédure exceptionnelle prévues pour les affections hors liste.

Cet examen spécial est matérialisé par l'envoi d'un protocole d'accord écrit au Médecin Traitant du malade.

Le Service Médical doit veiller à ce que les éléments diagnostiques, pronostiques et thérapeutiques figurant dans ce protocole soient **UNIQUEMENT EN RAPPORT** avec la (ou les) affection(s) exonérante(s).

Dans le cadre du protocole d'accord, ci-joint, que vous avez établi pour :

Monsieur JOSTE Michel - 22 Bld de la Fontaine - 66390 BAIXAS - N°S.S. : 1.52.09.99.350.722/44 -

		Avis du Médecin Traitant
A F F E C T I O N S	J'ai l'intention d'émettre un avis favorable pour	
	<u>Délire paranoïaque persistant</u>	ACCORD <input checked="" type="checkbox"/>
	seule(s) affection(s) inscrite(s) sur la liste	DESACCORD <input type="checkbox"/>
	Sous réserve que vous me précisez (dans la colonne de droite)	<i>Délire de revendication inaccess- sible au raisonnement - Paranoïa que son trouble somatique soit due à la neurodystrophie sévère En fait : trouble somatique de la suite</i>

T H E R A P E U T I Q U E	Je vous informe que je ne peux pas retenir les médicaments suivants comme entrant dans le traitement de l'affection exonérante :	ACCORD <input type="checkbox"/>
	<u>Spécialités à visées somatique :</u>	DESACCORD <input checked="" type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> - Antalgique - Anti-Ulcéreux - Anti coagulants 	<i>Accord pour les antalgiques (syndrôme douloureux chronique) demande sur l'effet direct du délire et des troubles somatiques</i>
I Q U E	Il vous appartient désormais de ne pas les prescrire sur l'ordonnancier en possession du malade	Cachet, date et signature du Médecin Traitant 9/8/00 <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;"> Dr René CAROU Centre hospitalier Spécialiste G. J. GREGORY 66301 THuir Secteur 1 N° Ets 66.076.019.8 </div>

SERVICE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE REGIONAL
CENTRE HOSPITALIER « LEON-JEAN GREGORY »
B.P. 22
66301 THUIR Cedex

☎ & Fax : 04.68.85.47.00

—o—

DOCTEUR J.P. PECASTAING

Perpignan, le 19 octobre 1998

Monsieur le Médecin Chef
du Secteur I

Mon Cher Ami,

Vous allez recevoir Monsieur JOSTE qui est un patient que vous connaissez. Ce sujet a été expertisé par le Docteur VACHET qui a conclu à un article 122.1.

En attendant qu'il dépose son expertise courant de la semaine prochaine j'ai pensé qu'il valait mieux, compte tenu de la lourdeur de sa pathologie, que Monsieur JOSTE soit hospitalisé en milieu psychiatrique.

Ce patient exprime toujours les mêmes idées délirantes, centrées sur des problèmes de détournement de fonds, ses comportements violents seraient la conséquence directe des persécutions dont il serait l'objet depuis des mois.

Monsieur JOSTE conteste son hospitalisation car il pense qu'ainsi son affaire sera « étouffée » alors que tant qu'il était incarcéré il pouvait communiquer avec les Juges. Il refuse également tout traitement neuroleptique. Depuis son incarcération la semaine dernière, il n'a eu que des anxiolytiques à doses filées.

Je vous prie, Mon Cher Confrère, à mon amical souvenir.

Docteur J.P. PECASTAING



CENTRE HOSPITALIER MARÉCHAL JOFFRE
PERPIGNAN

le 19/X/98

Docteur A. GALY
Médecin-Chef
C.P. Perpignan
66945 Chemin de Malloles
Tél. : 04 68 68 37 38

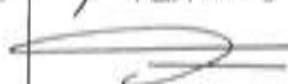

Je soussigné, certifie que le detainu
Mr JUSTE Michel, né le 10.9.1952,
présente un état délirant de type
paranoïaque avec interprétations multiples,
impression de persécution, qui rendent
la poursuite en détention impossible ; en effet
ce sujet persade de la véracité de ses
idées délirantes refuse tout soins.
Mr J. a été experté. Le rapport n'a pas encore
été rendu au magistrat mais il conclura
à un article 122.1 -

Alaf.

Observations médicalesFICHE COMPLÉMENTAIRE
MEDICINENOM : JOSTEPrénom : Michel

N° du dossier :

N° d'ordre
chronologique de la
Fiche dans le dossierN° I

DATES	OBSERVATIONS	NOM et signature du praticien
10. X. 98	<p>Prétend être incarcéré pour non respect des obliga- tions. (En fait je l'ai vu le 23.10/98) En fait sujet très délinquant La place de monsieur Joste me semble être en H.P.</p> <p>Xanax 0,50 1/5 Immane 1/5</p>	<p>Y. Peeters</p> 
16. X. 98	<p>Crépule pour le Y. Voelch qui conclut à un 122 I d'un l'hospitalisation prévue en HO la semaine prochaine Auguste lui mentionne JOSTE pénible dans ses conditions délinquantes....</p>	<p>Y. Peeters</p> 

**PRESCRIPTION INDIVIDUELLE DE MEDICAMENTS
CENTRE PENITENTIAIRE**

Identification du patient		Localisation	
NOM:	JOSTE	Aile:	RCH
Prénom:	Nichel	Numéro de cellule:	08 15
Sexe:	n	DATE:	8/10

TRAITEMENTS PSYCHOTROPES	MATIN	MIDI	SOIR	COUCHER	DUREE
Xanax 0,50	0	1	0	0	8jars
Emovane	0	0	0	1	8jars
TRAITEMENTS SOMATIQUES	MATIN	MIDI	SOIR	COUCHER	DUREE

MEDECIN PRESCRIPTEUR:

Perstang

SIGNATURE:



CENTRE PENITENTIAIRE
66020 PERPIGNAN

Origine :

Nationalité : F.

Nom : JOSSE

Prénoms : michel

Né (e) le : 10 sept 52

Lieu de Vie Habituel : 22 Bd de la fontaine 66390 BAIXAS

BIOGRAPHIE :

PARENTS :

Père : DCD

Mère : Retraite.

Fratrie : 4 (le 3^e)

Situation familiale :

Célibataire - Concubin - Marié - Séparé - Divorcé

Veuf - Sans Information

Nombres d'Enfants :

2 1^{er} mariage.
2 2^e mariage; Sans Information

Mode de Vie :

Seul - En Couple - Chez les Parents - En Collectivité

SDF - Sans Information

Scolarisation :

Aucune - Primaire - Secondaire - Universitaire

Sans Information

Diplôme ou niveau : CAP Echec

Formation Professionnelle : comp CNAO

le: 9 Oct. 98-

morveux de 46 ans, Arrivé hier soir, vu à la demande
du Juge qui le trouvait suicidaire.

En fait j'ai trouvé qq d'assez déprimé, fatigué.
à qui il endure depuis 10 ans. (divorce, pb w ----
pleurs mais discours cohérent. Ne dit qu'il n'a
pas besoin de M. Neanmoins je lui conseille le
protocole exceptionnel qu'il accepte. Ce matin, plus
calme. est suivi par D^r BAHAN et apparemment
D^r Pécastaing au C.N.P. ty cohérent, souriant,
par contre limite. pleurs lorsqu'il évoque ses
enfants (4 - 2 d¹ premier mariage
2 d¹ second)

Riniste actuellement, se demande combien de
temps il va rester ici car d'après lui le motif n'est
pas valable -

Vu en consultation le 10.10.98 par le Dr Pécastaing.
pas de TTT mis en route.

Sua Bu Ho le 19.10.98. Sed. 1 en attendant
les conclusions de l'Expert Dr Sachet E-122-1

(Information communiquée
par le Dr Pécastaing à
Dr ROUZARD)

Date: 9 Octobre 98

Signature:



OBSERVATION MÉDICALE

NOM Josté

Prénom Michel

Date de naissance 10/08/1952

Date d'admission

Motif d'admission

DATE

NOM DE L'INTERNE

D^r F. Costantini

10.10.98

Sujet suivi depuis un certain temps par le D^r CHENW et le docteur SERRE

S'excepte d'origine avec le docteur VARNET

Il aurait rencontré le docteur CHENW en juillet et il aurait demandé au docteur VARNET de repérer la convocation à la 1/2 finale

Namien Josté avait un chemin couvert dont il estime le taux de 22% amputant. Il avait fait appel car il estime qu'on ne pouvait pas avoir tout compte de la partie psychologique

Il aurait de l'esthétisme et ça a 7 ans à la suite de petits lancers qui lui auraient été accordés mais jamais vus

A partir de cette époque "multiplication

des conflits inter-individuels, l'absence de solution à un sens
à ses yeux - Depuis le 7 ans au de malade, les
troubles --- le fait --- la persistance --- avec l'aggravation
en H.C. à la suite d'une en B.M. --- »

Selon monnaie JOSTE tous ces éléments
déclenchent de la même persécution

Plus récemment son enfant connaît de
ce la même persécution de son côté 15 jours avant
le fait des choses en juin 1998 → nouvelle plainte

Sujet donc hypochondrique, psychotique
dans ses affirmations, les mille tentatives antérieures
Nouveaux JOSTE ont un sentiment de persécution, d'être
le gendarme, ne sont pas de départ les entreprises de ses dents
il met en doute l'improbabilité du meurtre. Il insiste que
celui-ci ne forme le dernier et que ses plaintes ne soient pa
prises en compte.

Sujet ayant donc des antécédents psychiatriques avec, selon
actuellement troubles à l'acte, malade, importante persécut
tion effective avec forte labilité émotionnelle.

Nouveaux JOSTE devant être admis en H.C. au
CHS de Saint de 19.10.1998.

PRÉFECTURE DE POLICE DU VAL-DE-MARNE

INFIRMERIE PSYCHIATRIQUE

COPIE

DE

CERTIFICAT MÉDICAL

N° 3130/92

Le 10 novembre 1992

Je, soussigné, Docteur SOUBRIER Médecin-Chef de l'Infirmérie Psychiatrique
près la Préfecture de Police, certifie que

Monsieur JOSIE Michel

né le 10 septembre 1952 à Meknès (Maroc)

domicilié 5, rue de Savoie à Saint-Maur-des Fossés (94)

est atteint de :

Délire complexe de type paranoïaque sensitif. Comportement processuel
avec vaste mégalomanie. Interprétations persécutives multiples.

Des micros l'espionnent, les organisations occultes entravent ses
démarches dans une affaire financière très compliquée...

Se sent spolié de ses affaires commerciales. Menaces diverses y compris
de mort à l'égard de nombreux services publics. L'une d'entre elle, adressée au
Président de Tribunal de Commerce de Melun, fit l'objet d'une convocation au
commissariat de police de Saint-Maur puis de l'envoi à l'Infirmérie Psychiatrique.

Détresse morale sous-jacente avec pâleur, épuisement, angoisse. Propos
incohérents. Discours confus car envahi par son délire lequel semble bien être
partagé mais sous une forme plus systématisée et structurée par l'épouse. Tous
deux réitérant avoir reçu "une autorisation de tuer de la part du Président de la
République..."

Pas d'antécédents connus.

Reste de la famille en province (paraît-il...)

Les constatations médicales ci-dessus font apparaître que cette personne
est dans un état d'aliénation mentale qui compromet l'ordre public, la sécurité des
personnes, ainsi que sa propre sécurité et, qui nécessite une hospitalisation
d'office dans un établissement régi par les articles L. 342 et suivants du code
de la Santé Publique.

Signé Dr. SOUBRIER

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

145
Monsieur JOSTE Michel
5, rue de Savoie
94 100 SAINT MAUR DES FOSSES
Tel. 43 97 36 75

40 ans
né le 10 Septembre 1952 à MEKNES (Maroc)

Chef d'Entreprise
S.S. 1 52 09 99 350 722 44 - CENTRE ST MAUR N° 94 -
357 av. Foch - 94 107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX

CERTIFICAT IMMEDIAT DU 10 NOVEMBRE 1992 (Dr MERLIER)

Je soussigné, Dr MERLIER, Psychiatre de garde à l'HOPITAL DES MURETS à LA QUEUE EN BRIE, certifie avoir examiné ce jour :
Monsieur JOSTE Michel, né le 10 Septembre 1952 et avoir constaté des idées mégalomaniaques chez ce patient paranoïaque.
Ce patient est actuellement dans un état d'épuisement suite à de nombreuses démarches entrant dans le cadre d'interprétations délirantes.
En conséquence, son maintien en H.O. est justifié dans un premier temps afin de lui permettre de faire le point sur sa situation.

CERTIFICAT DE QUINZAINE DU 25 NOVEMBRE 1992 (Dr MARTIN)

Préoccupations délirantes persistantes, vécues dans un climat dépressif manifeste.
Les éléments dont nous disposons actuellement ne permettent pas de confirmer la dangerosité de ce patient.
H.O. justifiée à maintenir pour observations.

CERTIFICAT MENSUEL DU 10 DECEMBRE 1992 ET CERTIFICAT DE DEMANDE DE SORTIE D'ESSAI SOUS H.O. en date du 14 décembre 1992 POUR UNE DUREE DE UN MOIS - DR MARTIN (deux certificats différents envoyés mais avec le même texte) - DR MARTIN fait le 7 décembre 1992

Patient de 40 ans présentant un délire paranoïaque structuré. Monsieur JOSTE aurait créé 3 sociétés liées entre elles. Le but serait de favoriser la création d'entreprises. Il est bien sûr convaincu de l'intérêt de cette "construction" et a décompensé récemment lorsqu'il a été convaincu que son idée avait été utilisée pour détourner des fonds (des milliards !), qui, "en toute logique" auraient dû permettre de financer ses propres sociétés.

Il s'agit à l'évidence donc d'un délire interprétatif assez typique, vécu plutôt sur un mode dépressif. Malgré les menaces de mort adressées par ce patient récemment, il m'est apparu que la personne visée par ces menaces n'était pas un persécuteur désigné et que ce qui était en jeu était le principe même de la menace de mort écrite, laquelle était vécue par le patient comme devant déclencher les enquêtes qui feraient éclater la vérité (c'est-à-dire les malversations dont il serait la victime !).

Il faut ajouter que ce délire est un délire à plusieurs. En effet, l'épouse de M. JOSTE semble convaincue comme son mari de la réalité des préjudices qu'ils subiraient.

En conclusion, je ne crois pas à la réalité de la dangerosité de ce patient actuellement et, compte-tenu du contexte, il me paraît plus structurant pour lui qu'il soit l'objet de poursuites pour ses menaces de mort, si une plainte a été déposée contre lui.

Je suis partisan d'une mesure de sortie en congé d'essai d'H.O.. M. JOSTE retournerait à son domicile et viendrait me voir en consultation une fois par semaine.

Cette mesure pourrait prendre effet le lundi 14 décembre 1992, pour une durée de un mois, éventuellement renouvelable.

CERTIFICAT MENSUEL DU 10 JANVIER 1993 - établi le 5 Janvier 1993 (Dr MARTIN)

Etat stationnaire. Ebauche d'une remise en cause personnelle.
L'édifice délirant construit par Monsieur JOSTE masque mal une dépression importante.
H.O. justifiée avec maintien à l'extérieur, en congé d'essai pour un mois, afin de favoriser une réinsertion professionnelle de manière intéressante le rapport à la réalité de ce patient.

CERTIFICAT DE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE SORTIE D'ESSAI EN HOSPITALISATION D'OFFICE A COMPTER DU 14 JANVIER 1993 (Dr MARTIN) établi le 5 Janvier 1993 - Dr MARTIN -

Etat stationnaire. Ebauche d'une remise en cause personnelle.
L'édifice délirant construit par Monsieur JOSTE masque mal une dépression importante.
H.O. justifiée avec maintien à l'extérieur, en congé d'essai pour un mois, afin de favoriser une réinsertion professionnelle de manière intéressante le rapport à la réalité de ce patient.
Monsieur JOSTE restera à son domicile et viendra me voir chaque semaine en consultation au C.M.P. Garibaldi à ST MAUR.

CERTIFICAT MENSUEL DU 08/02/93 - transmis le 05/02/93 - Dr MARTIN

Le patient paraît plus tendu depuis sa sortie.
Il semble que soumis à une certaine pression de la part de son entourage, il ait repris une activité délirante plus riche. Je persiste à penser qu'il n'est pas actuellement dangereux pour autrui mais je reste un peu réservé quant à l'évolution des troubles.
Le congé d'essai d'hospitalisation d'office reste actuellement la formule qui semble le plus adaptée.
A maintenir donc ...

CERTIFICAT DE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE SORTIE D'ESSAI EN HOSPITALISATION D'OFFICE A COMPTER DU 14 FEVRIER 1993

Patient suivi en ambulatoire sur le secteur.
Monsieur JOSTE reste extrêmement tendu et on peut penser que son entourage contribue à maintenir cette tension anxieuse.
La mesure d'H.O. reste justifiée avec sortie d'essai pour un mois dans les mêmes conditions.

CERTIFICAT DE DEMANDE D'ABROGATION DE L'HOSPITALISATION D'OFFICE FAIT Le 26 FEVRIER 1993 - DR MARTIN

Il ne me paraît plus souhaitable, dans l'état actuel, de prolonger l'hospitalisation de ce patient. En effet, bien qu'il continue à avoir une perception délirante de son environnement professionnel, Monsieur JOSTE ne me paraît pas présenter de dangerosité pour autrui.

Je demande donc l'abrogation de l'arrêté d'hospitalisation d'office de ce patient. Monsieur JOSTE sait qu'il peut venir me voir si il le désire au C.M.P. de St Maur

Abrogation le 2 Mars 93.

DESTINATAIRE

Monsieur le Préfet
du Val de Marne
s/c de l'I.P.P.P.

RÉFÉRENCE DU DESTINATAIRE

RÉSERVÉ AU PARQUET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
de la
POLICE NATIONALE

SERVICE

C.P.N. de Saint Maurice
des Fossés

Cor N°
Rép N°

Volet d'urgence à l'I.P.P.P.
JOSTE Michel

VU et TRANSMIS

le 9 novembre 1992

Le Commissaire Principal

Chief de Service

J. ROLIN

PROCÈS-VERBAL

L'an mil neuf cent quatre vingt deux,

le neuf novembre

à dix huit heures trente,

Nous Jacky ROLIN,
Commissaire Principal,
Chef de la C.P.N. de Saint Maurice des Fossés,
Officier de Police Judiciaire,
Étant au Service,

Tu le ce portement déraisonnable et dangereux de Monsieur
J O S T E Michel, né le 10 septembre 1952 à Melmes (Maroc) de
nationalité française, sans profession définie, demeurant 5 rue
de Savoie à Saint Maurice des Fossés (Val de Marne),
tel qu'il apparaît dans ses écrits et dans ses propos tenus
au cours d'une audition, dont copies sont jointes au présent,
vu son attitude générale,
vu le certificat médical joint,
vu l'absence des Autorités Municipales,
vu l'application habituelle dans le Val de Marne de
l'article 344 du Code de la Santé Publique,

Faisons conduire le nommé JOSTE Michel à l'Infirmerie
Psychiatrique de la Préfecture de Police à Paris aux fins
d'examen de comportement en vue d'une éventuelle décision de
placement.

Le Commissaire Principal

Mentionnons qu'à notre connaissance, Monsieur JOSTE a
écrit de telles lettres de menaces à toutes les personnes
publiques ou privées qui le poursuivent dans ses affaires ou à
titre privé. (Huissiers de Justice, Fonctionnaires du Trésor),
Ces documents ne nous sont pas encore parvenus.

Le Commissaire Principal

Dont acte.

Avons clos le présent procès verbal Unique avec VUOTIS
pièces annexées pour être transmis à Monsieur le Préfet du
Val de Marne sous couvert de l'I.P.P.P.

Le Commissaire Principal.

DESTINATAIRE

PARQUET DE MELUN
77010

REFERENCE DU DESTINATAIRE

RÉSERVÉ AU PARQUET

3131
20410

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
de la
POLICE NATIONALE

SERVICE

CPN
ST MAUR DES FOSSES
94

EXECUTION D'INSTRUCTIONS

{ Cor N° 3430
Rép N°

audition de Mr
JOSTE Michel

VU et TRANSMIS

le _____
le Commissaire Principal

Chef de Service
J. ROLIN

PROCÈS-VERBAL

L'on mil neuf cent quatre vingt deux

le neuf novembre

à quinze heures quinze

Nous M^{me} Aniel LAMBERT, Inspecteur de Police

Agent

~~XXXXXX~~ de Police Judiciaire, en résidence à St Maur des Fossés,---

---Agissant selon les instructions de monsieur le Commissaire Principal, chef de service en exécution du dossier ci-joint,---

444Avons convoqué et constatons que se présente:

Monsieur JOSTE Michel qui répond comme suit:

SUR SON IDENTITE

---Je me nomme JOSTE Michel, Luc, Louis, né le 10 septembre 1952 à Meknes au Maroc, fils de Paul et de Marie Thérèse PELBOIS, marié avec Mme Geneviève FALCA, le 28 décembre 1979 à St Maur des Fossés.----

---J'ai un enfant, Bruno, 3 ans et j'ai deux autres enfants d'un premier mariage Franck 17 ans et Jémica 12 ans qui sont à la charge de leur mère Mme CHALDU Martine épouse JOST Olivier.---

---Je suis de nationalité française.----

---J'ai effectué mon service militaire. Je me suis engagé dans la marine nationale à 18 ans pour une période de 5 ans. J'ai été réformé au bout de 2 ans 1/2.-----

---Je n'ai aucun diplôme. ----

---J'ai quarante années d'étude juridique, bancaire et économique. Actuellement j'étudie toujours, j'ai monté une société d'étude en Belgique; Société "TOXEL" société coopérative avec Louise 212- 1050 Bruxelles----dont je suis président.----

---Je suis président d'une association de formation A.T.F.O.F. 19 ave Galilé -94100 St Maur des Fossés- et de "La S.A. SYSTOL" 5 rue de Savoie à St Mauret également exploitant de la Société R.T. 9., palais de l'Elysée 75008 Paris. Je suis également exploitant de sociétés à participation occultes; RT 3 et gérant de RT 6. et le Gérant de la Société R.T.45.

---les trois dernières sociétés, RT3 est australienne, RT6, canadienne et RT45, américaine.----

---Je n'ai aucun salaire, j'ai fait une renonciation de mon salaire, ainsi que la totalité de mes employés.----

---Je vis de différentes aides dont j'exclus des amis.----

---Je demeure au 5 rue de Savoie -94100 St Maur des Fossés, je ne veux pas dire l'étage, l'administration le sait car j'ai des micros chez moi. L'administration des Impôts a déposé sur mon Bureau des convocations, sans effraction. Les services du Ministère de la Défense, via FRAVRE, nous ont confirmés que j'étais sur écoute et haute surveillance, en raison du savoir faire que nous détenons. Placement bancaire à 1 000%. .../

.../...

et la méthodologie de transfert de fond de manière légale que nous avons mis au point. Au jour d'aujourd'hui les américains font 300% et les canadiens sont en train d'étudier un 500%; à travers Mr LEGER.-----

---Mon numéro de téléphone: 43 97 36 75 ou le 42 83 99 08.

SUR LES FAITS

---Je suis bien l'auteur de la lettre adressée à Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Melun. J'en confirme les termes, principalement "Je vous ordonne de vérifier la véracité de Cette Mission."-----

---Je précise que je bénéficie d'une immunité présidentielle.---

---J'ai une autorisation de tuer de Monsieur le Président de la République François MITTERRAND en date du 29/09/92, qui m'a été accordé en plein pouvoir pour isoler le pouvoir des sextes type Franc-Maxon.-----

---J'ai plein pouvoir pour amener ce dossier à terme et je n'ai pas l'intention de prendre aucune autre fonction que celle là. Je tiens à votre disposition tout élément qui prouve ces dires des lors que vous aurez obtenu une autorisation.

QUESTION: "vous écrivez " avant de vous ajouter sur la liste des condamnés pour association de malfaiteurs, je vous informe afin de ne pas mourir avec un coefficient égal à zéro-éventuellement un pruneau dans la tête en toute légalité." Cela ne constitue pas une menace de mort?-----

REPONSE: Je ne répondrais à cette question dès lors qu'il aura exécuté la première partie du document en date du 15/10/92, se la vérification de la véracité de cette mission et après consultation et vérification auprès de la présidence.-----

QUESTION: avez vous des armes.-----

REPONSE: Au jour d'aujourd'hui je n'ai pas d'arme.---

* Donc ce n'est pas une réponse à la question posée.-----

---Je précise que cette menace s'applique à titre personnel à Mr le Président du Tribunal de Commerce.---

---Je ne suis pas de nationalité française, bien que j'ai une carte d'identité n°641669 - RU96892-, parce que le fin novembre 1991 j'ai saisi le Président et l'ensemble des Ministres du Gouvernement CRESSON, puis celui de BEYREGOVOY, puis un bon nombre de groupes de presse sur un détournement d'argent, blanchiment ; depuis il a été prouvé par le Ministère de la Défense que nous avions raison ? J'ai demandé au Président de la République si j'étais dégagé de mes obligations civiques. Je suis en attente de sa réponse. Et je ne suis, aujourd'hui ni Français ni non français.-----

---Le coût du détournement de fond s'élève 1405 milliards de francs français.-----

---Ces fonds servent à financer le dossier dont j'ai demandé la médiation.-----

* ---Je voudrais rectifier ; après la réponse à la question sur les armes, la réponse que je fais ensuite appartient à la question du dessus.-----

---Je tiens à votre disposition tous les documents, ou plutôt les photocopies, après présentation des originaux, relatifs à cette affaire.---L'Administration fiscale a déjà pris le dossier

---Après lecture fait par lui même, persiste et signe avec nous le présent.-----

Er JOSTE Michel

L'Inspecteur de Police

URGENT

SAINT-MAUR le 9/11/92

Direction générale
de la Police nationale

D. LAMBERT

RÉF. (N° du Dossier) :

A la demande de

(Nom, qualité du signataire)
M. Mme, Mlle JOSTE Michel

est prié(e) de bien vouloir se présenter à l'adresse suivante :

Cachet du Service
COMMISSARIAT de POLICE
d'IR-DES-POSES
C. A. CHUVE DIDEROT
Téléphone : 883-37-37

Le 9/11/92 à 18h00 (heure)
pour la convocation (motif de la convocation)

Dans l'hypothèse où la date et l'heure fixées ne vous conviendraient pas, vous pouvez obtenir la modification du rendez-vous en téléphonant au N° _____ poste 430

Dans le cas d'espèce qui vous concerne, vous pouvez utilement vous munir des pièces ci-après désignées :



Prière de rapporter la présente convocation

INFIRMERIE PSYCHIATRIQUE

PRÈS LA

PRÉFECTURE DE POLICE

SANS VALEUR

PARIS, LE 9/11/92

JOSTE Michel

1 paillasson

1 chaise longue

1 paillasson

1 lit

1 Blason

1 paire de chaussures

1 paire de chaussettes

1 clé

1 porte-fenêtrage

36,50 € de monnaie

1 carte grise

1 C.I.

1 poussoir de condenseur

1 attestation d'assurance

1 papier joint

HOPITAL HENRI MONDOR

1 AVE DU MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
93100 - CRETEIL **** TEL: 49.81.21.11
CAISSE DES CONSULTATIONS EXTERNES

M. MME JOSTE MICHEL
5 RUE DE SAVOIE

94100 ST MAUR DES FOSSES

DOSSIER: 260926252982

Le, 10/11/92

Madame, Monsieur,

Je vous rappelle que les services de l'Hôpital ont dispensé des soins à M. JOSTE MICHEL.
Vous restez donc redevable du montant des actes détaillés ci-dessous que vous devez payer selon les modalités décrites au verso.

U.A.	DATE DES SOINS	ACTES	COEFFICIENTS	TARIF UNITAIRE	MONTANT	TAUX	TICKET MODERATEUR
4522	09/11/92	CNP	1.00	210.00	210.00	25	52.50
Montant à régler							52.50
Avant le,							25/11/92

PAGE 1/1

LE MONTANT A REGLER CI-DESSUS REPRESENTE LA PART NON REMBOURSEE PAR LA SECURITE SOCIALE. POUR NE REGLER QUE CE MONTANT, VOUS DEVEZ JOINDRE LA PHOTOGRAPHIE DE VOTRE CARTE D'ASSURE SOCIAL EN COURS DE VALIDITE. SINON VOUS DEVEZ PAYER LA TOTALITE, SOIT:

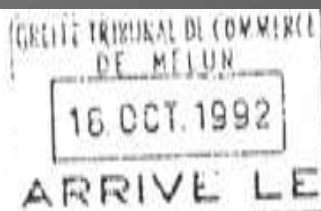
210.00 FF

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur,

Michel JOSTE
5, Rue de Savoie
94 100 St Maur

Sous contrôle Présidentiel



Mr le Président
Tribunal de Commerce de Melun
36 Rue Bancel
77 000 Melun

Code FMP / TOXEL
Mission Présidentielle
Confirmation - Mr le Président - RT9
Palais de l'Elysée
75 008 Paris

Le 15 Octobre 1992

Monsieur,

Il semble que, je ne me suis pas bien fait comprendre.

En conséquence:

JE VOUS ORDONNE DE PRENDRE EN CHARGE LE DOSSIER THIBAUT et de mettre à ma disposition votre rapport COMPLET, avec copie Mr Le Président.

Je vous ordonne de vérifier la véracité de cette Mission.

Je vous ordonne de prendre vos fonctions à coeur.

Avant de vous ajouter sur la liste des condamnés pour association de malfaiteurs, je vous informe, afin de ne pas mourir avec un coefficient égal à zéro - éventuellement un pruneau dans la tête en toute légalité - que:

1° Vous n'avez plus de fonction légale depuis le 20 Septembre 1992 et j'accepte votre poste uniquement pour ne pas provoquer de chaos.

2° L'autorité légale, le TRAITE DE MAASTRICHT, n'est pas applicable.

3° En date du 29 Septembre 1992, Mr Mitterand François, Président de la République, m'a accordé PLEIN POUVOIR pour assurer l'avenir économique et social, entre autres.

Dans l'attente,

Michel JOSTE

A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the typed name "Michel JOSTE". The signature appears to be "MJ" followed by a long horizontal stroke and some additional scribbles.



Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle

Direction Départementale du Travail, de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle

COMMISSION TECHNIQUE D'ORIENTATION
ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL
28, rue Remparts la Réal - BP 928
66020 PERPIGNAN CEDEX - Tél : 68.51.01.30.

PERPIGNAN, le 6 octobre 1998

Docteur SERRE Michel
8, boulevard de la Fontaine
66390 BAXAS.

Mon Cher Confrère,

Je vous prie de trouver ci-dessous les conclusions médicales de la
COTOREP concernant : M. JUSTE Michel né le 10.09.50

CONCLUSIONS : En date du 07.07.98, la commission de la COTOREP
a émis un avis défavorable concernant les demandes d'allocation
d'adulte handicapé, de carte d'invalidité, de carte de grand invalide
civil car le taux d'invalidité reconnu est de 20%.
Par contre le 09.07.98, la commission a reconnu la qualité de travailleur
handicapé, catégorie A pour 1 an (autres maladies - déficiences motrices ^{supra}ostéo-articulaires).
Veuillez agréer, l'expression de mes sentiments confraternels les
meilleurs.

Docteur Elie MALE

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

9806782
TRIBUNAL DU CONTENTIEUX
DE L'INCAPACITE

615 BOULEVARD D'ANTIGONE
Tél : 0467228906

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

COTOREP
04 MAI 1999
ARRIVEE

M. JOSTE MICHEL

BP 1

66390 BAIXAS

Vu le recours formé le 13/07/98 par M. JOSTE MICHEL
1/52/09/99/350/722 44
contre la décision prise par la

C.O.T.O.R.E.P. DES
PYRENEES ORIENTALES

*rejetant ses demandes d'allocation aux adultes han-
dicapés, a la date du 01/04/98 et de carte d'invalid-
ité a la date du 01/04/98*

et notifiée le 09/07/98

Vu le Code de la Sécurité Sociale et notamment,

- le Livre I, titre IV, chapitre 3
relatif au contentieux technique de la sécurité sociale,
- le Livre VIII, titre III
relatifs à l'allocation de logement des personnes âgées, des infirmes et des jeunes salariés,
- le Livre VIII, titres II et III, chapitre 2
relatifs à l'allocation aux adultes handicapés et aux allocations de logement sociales,
- la Loi No 75-534 du 30 juin 1975,
- les Décrets No 76-494 du 3 juin 1976 et 89-855 du 21 novembre 1989,
- le Code de la Famille et de l'Aide Sociale,
- le Décret No 77-1549 du 31 décembre 1977,
- Vu le Guide-Barème applicable en la matière,

Vu la décision attaquée,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,
le Tribunal statuant sur pièces,

l'organisme suivant :CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES
DES PYRENEES ORIENTALES

n'étant pas représenté

l'organisme suivant :DIRECT.DEPART.AFF.SANITAIRES &
SOC.DES PYRENEES ORIENTALES

n'étant pas représenté

Le Tribunal, ayant pris connaissance des prétentions des parties
Considérant que le recours est recevable en la forme,

Page 2

N°Dossier :2403HA98/66

Considérant qu'il ressort de l'examen médical spécialisé pratiqué le 3 mars 1999 par le Docteur PECASTAING, que :

Monsieur Michel JOSTE présente une personnalité paranoïaque avec décompensation délirantes qui justifie la reconnaissance d'un taux d'invalidité de 80%.

Après en avoir délibéré conformément aux dispositions en vigueur,
Le Tribunal réuni le 16/04/99 à PERPIGNAN
Composé comme suit :

Le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Président représenté par.....	M. JARGEAU	Présent
Le Représentant du Directeur Régional du Travail et de l'Emploi.....	M. LE DIRECTEUR	Absent
Le Médecin Inspecteur Régional de la Santé représenté par.....	Dr NERBIA	Absent
Le Médecin expert.....	Dr SOUM	Présent
Les médecins représentant les organismes débiteurs de l'Allocation aux Adultes Handicapés et des prestations d'assurance maladie.....	Dr	Absent
.....	Dr	Absent
Assesseur représentant les employeurs.....	M. TIXADOR	Présent
Assesseur représentant les salariés.....	M. LARRAURY	Présent

DECIDE EN PREMIER RESSORT

MR JOSTE MICHEL , qui presente un taux d'invalidite de 80 %, a droit a la carte d'invalidite du 01/04/98 au 01/04/03 et a l'allocation aux adultes handicapés du 01/04/98 au 01/04/03 .

La requete de M. JOSTE MICHEL est admise.

Le Président

Pour notification
MONTPELLIER le 28.4.99

Le Secrétaire

M. JARGEAU

Le Secrétaire

VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R 143-23 du Code de la Sécurité Sociale, les parties disposent d'un délai de UN MOIS (*) à compter de la date de la présente notification pour contester cette décision devant la Cour Nationale de l'Incapacité et de Tarification de l'Assurance des Accidents du Travail. Cet appel doit être adressé au Secrétariat du Tribunal par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions réglementaires prévoient qu'en appel le perdant est condamné au paiement d'un droit dont il peut toutefois être dispensé par une mention expresse figurant dans la décision.

En outre, dans le cas de recours jugé dilatoire ou abusif, le perdant peut être condamné au paiement d'une amende et le cas échéant au règlement des frais de procédure y compris ceux des enquêtes et expertises.

* pour les assurés résidant à l'étranger, ce délai est augmenté de 2 mois

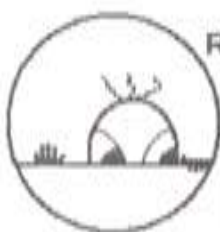
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment de ses articles 39 et suivants, le droit d'accès réservé aux personnes concernées s'exerce auprès de la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales.

AVIS DE RECHERCHE

LETTRE

Juge d'instruction recherche
médecin capable d'établir un
bilan psychiatrique à la demande.

Merci de bien vouloir prendre contact avec Madame Brigitte RAUX GUARNE, Juge d'instruction,
T.G.I. Perpignan, BP 921, 66 920 Perpignan.



RT9 TOXEL FMP

M. JOSTE

IXAS

Centre Médico Psycholog.
Rue Thibaut
66240 St Etienne

Je vous en remercie par avance, de vous vouloir fixer un rendez vous afin d'établir un bilan psychiatrique.

Recevez Madame, Monsieur, mes sentiments les meilleurs. ... / ... document de 3 pages 2/3

M. Michel JOSTE

BCI

66 390 BTHXNS

Jossia RT9-TOXEL-FMP.

Le 7. Septembre 1998

Docteur G. VACHET

Je souhaite que vous déplaciez mon rendez-vous du 10 Septembre 1998, pour un Mercredi; vers la mi-Octobre pour les raisons suivantes, auxquelles je prie que vous accordiez toute votre attention.

1) Mon enfant n'étant pas scolarisé - radiation de l'école primaire de Bauxes -, les services sociaux estiment à 1 mois la durée nécessaire à sa re-inscription ou à l'obtention d'une dérogation et d'une manière plus générale, à la recherche et à la mise en application d'une solution pour sa scolarisation.

2) Etant dans l'obligation d'enseigner à mon fils le programme de CM1 et CM2, l'emploi du temps de ce dernier ne me laisse que les Mercredis et Samedis Matins.

3) L'ensemble des démarches mettent à jour les délais de l'administration, dans un premier temps calmement, puis plus "provocante", n'ont plus lieu d'être. Je vous remercie d'avoir donné suite à la requête.

du 3 Septembre 98, sur le dernier acte en référence E
et donc pris en charge officiellement, dégageant ainsi
ma responsabilité sur la gestion des fonds de tournées et
leurs utilisations.

3B) La sanction pour la partie "provocation" donnera
lieu à jugement le 9 Novembre 98, aboutissant ainsi la
prise en charge du dernier par la Justice et donc
son classement pour tous les faits antérieurs et sans
conséquences futures en date du 1. Juillet 98.

3C) Les comptes rendus à zéro, ma responsabilité déchargée,
la situation "normalisée" entraînée par la même un
changement de comportement social qui ne nécessite plus
l'urgence qui existait à la date de votre désignation
par M. le Juge RAYX - GUARNE.

4) Hospitalisé et officie sur décision préfectorale fin 97,
suivi officiellement pour "dérangement" envers moi-même et
officieusement pour une grosse fatigue par le Docteur MARTIN
- La Queue en Brie 77 - pour la période de Mars 93 à
Mars 98, l'ensemble du comportement social "égressif"
était sous contrôle médical, sous contrôle Présidentiel
et sous contrôle du Ministère de la Justice TGI Créteil -
Sous ceux de me préserver de tous débordements
administratifs suite aux réunions publiques organisées
par l'Education Nationale - Ecole primaire de Baines -
J'ai demandé à mon médecin traitant le Docteur
SERRE - BRIVAS de bien vouloir m'indiquer

un psychiatre dans le but d'obtenir un bilan permettant soit une prise en charge financière par l'état, soit une reconnaissance de ma capacité à travailler. C'est le Docteur GALAN. - THOIR-CH GREGORY - qui a en charge la responsabilité d'établir ce bilan psychiatrique

- Le psychiatre n'étant pas une science exacte, j'ai demandé à mon médecin traitant de bien vouloir m'adhérer à un autre médecin pour avoir contrebalancement et pour faire suite aux modalités d'application de l'ordonnance de placement sous contrôle judiciaire de M. le Juge - RAY - GUARNE

- Les Docteurs SERRE et GALAN m'ont conseillé de prendre contact avec le Docteur PÉCASTAINC - CH GREGORY, puis - Contact en cours.

5) La Reconnaissance par le COTOREP du seul handicap physique en date du 09.08.98 est en appel des jugements afin de pouvoir inclure une étude plus approfondie sur le plan psychiatrique. (La prise en charge par la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de L.R. date du 25.08.98)

Le

6) Les mercredis et samedis matins sont donc réservés à l'ensemble de ces démarches outre la préparation des cours de mon fils

7) La 1^{re} raison, d'ordre peu sérieuse, n'en a pas pour autant, pour moi, peu d'importance. Le jeudi 10 Septembre 98 est celui de mon anniversaire et sans vouloir vous faire de la peine, j'apprécie le corps médical quand je n'ai pas obligation de le voir.

Dans la mesure où votre rendez vous est indispensable juridiquement et non urgent médicalement, je souhaite donc que vous reportiez ce rendez vous à la mi-Octobre, un mercredi, pour me permettre de suivre mon fils dans les meilleures conditions. Le Temps qu'il soit soigné.

Je vous en remercie par avance.

Recevez, Monsieur, mes sentiments les meilleurs.



5 bis

FRANÇAISE

SERVICE D'HYGIÈNE MENTALE

PREFECTURE DE POLICE DE LA SEINE-SAINT-DENIS DU VAL-DE-MARNE

INFIRMERIE PSYCHIATRIQUE

COPIE

DE

CERTIFICAT MÉDICAL

N° 3130/92

Le 10 novembre 1992

Je, soussigné, Docteur SOUBRIER Médecin-Chef de l'Infirmérie Psychiatrique près la Préfecture de Police, certifie que

Monsieur JUSTE Michel

né le 10 septembre 1952 à Meknès (Maroc)

domicilié 5, rue de Savoie à Saint-Maur-des Fossés (94)

est atteint de :

Délire complexe de type paranoïaque sensitif. Comportement processuel avec vaste mégalomanie. Interprétations persécutives multiples.

Des micros l'espionnent, les organisations occultes entravent ses démarches dans une affaire financière très compliquée...

Se sent spolié de ses affaires commerciales. Menaces diverses y compris de mort à l'égard de nombreux services publics. L'une d'entre elle, adressée au Président de Tribunal de Commerce de Melun, fit l'objet d'une convocation au commissariat de police de Saint-Maur puis de l'envoi à l'Infirmérie Psychiatrique.

Détresse morale sous-jacente avec pâleur, épuisement, angoisse. Projets incohérents. Discours confus car envahi par son délire lequel semble bien être partagé mais sous une forme plus systématisée et structurée par l'épouse. Tous deux réitérant avoir reçu "une autorisation de tuer de la part du Président de République..."

Pas d'antécédents connus.

Reste de la famille en province (paraît-il...)

Les constatations médicales ci-dessus font apparaître que cette personne est dans un état d'aliénation mentale qui compromet l'ordre public, la sûreté des personnes, ainsi que sa propre sécurité et, qui nécessite une hospitalisation d'office dans un établissement régi par les articles L. 342 et suivants du code de la Santé Publique.

Signé Dr. SOUBRIER

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

4
Monsieur JOSTE Michel
5, rue de Savoie
94 100 SAINT MAUR DES FOSSES
Tel. 43 97 36 75

40 ans
né le 10 Septembre 1952 à MEKNES (Maroc)

Chef d'Entreprise
S.S. 1 52 09 99 350 722 44 - CENTRE ST MAUR N° 94 -
357 av. Foch - 94 107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX

CERTIFICAT IMMEDIAT DU 10 NOVEMBRE 1992 (Dr MERLIER)

Je soussigné, Dr MERLIER, Psychiatre de garde à l'HOPITAL DES MURETS à LA QUEUE EN BRIE, certifie avoir examiné ce jour :

Monsieur JOSTE Michel, né le 10 Septembre 1952 et avoir constaté des idées mégalomaniaques chez ce patient paranoïaque.

Ce patient est actuellement dans un état d'épuisement suite à de nombreuses démarches entrant dans le cadre d'interprétations délirantes.

En conséquence, son maintien en H.O. est justifié dans un premier temps afin de lui permettre de faire le point sur sa situation.

CERTIFICAT DE QUINZAINE DU 25 NOVEMBRE 1992 (Dr MARTIN)

Préoccupations délirantes persistantes, vécues dans un climat dépressif manifeste.

Les éléments dont nous disposons actuellement ne permettent pas de confirmer la dangerosité de ce patient.

H.O. justifiée à maintenir pour observations.

CERTIFICAT MENSUEL DU 10 DECEMBRE 1992 ET CERTIFICAT DE DEMANDE DE SORTIE D'ESSAI SOUS H.O. en date du 14 décembre 1992 POUR UNE DUREE DE UN MOIS - DR MARTIN (deux certificats différents envoyés mais avec le même texte) - DR MARTIN fait le 7 décembre 1992

Patient de 40 ans présentant un délire paranoïaque structuré. Monsieur JOSTE aurait créé 3 sociétés liées entre elles. Le but serait de favoriser la création d'entreprises. Il est bien sûr convaincu de l'intérêt de cette "construction" et a décompensé récemment lorsqu'il a été convaincu que son idée avait été utilisée pour détourner des fonds (des milliards !), qui, "en toute logique" auraient dû permettre de financer ses propres sociétés.

Il s'agit à l'évidence donc d'un délire interprétatif assez typique, vécu plutôt sur un mode dépressif.

Malgré les menaces de mort adressées par ce patient récemment, il m'est apparu que la personne visée par ces menaces n'était pas un persécuteur désigné et que ce qui était en jeu était le principe même de la menace de mort écrite, laquelle était vécue par le patient comme devant déclencher les enquêtes qui feraient éclater la vérité (c'est-à-dire les malversations dont il serait la victime !).

Il faut ajouter que ce délire est un délire à plusieurs. En effet, l'épouse de M. JOSTE semble convaincue comme son mari de la réalité des préjudices qu'ils subiraient.

En conclusion, je ne crois pas à la réalité de la dangerosité de ce patient actuellement et, compte-tenu du contexte, il me paraît plus structurant pour lui qu'il soit l'objet de poursuites pour ses menaces de mort, si une plainte a été déposée contre lui.

Je suis partisan d'une mesure de sortie en congé d'essai d'H.O.. M. JOSTE retournerait à son domicile et viendrait me voir en consultation une fois par semaine.

Cette mesure pourrait prendre effet le lundi 14 décembre 1992, pour une durée de un mois, éventuellement renouvelable.

5

CERTIFICAT MENSUEL DU 10 JANVIER 1993 - établi le 5 Janvier 1993 (Dr MARTIN)

Etat stationnaire. Ebauche d'une remise en cause personnelle.

L'édifice délirant construit par Monsieur JOSTE masque mal une dépression importante.

H.O. justifiée avec maintien à l'extérieur, en congé d'essai pour un mois, afin de favoriser une réinsertion professionnelle de manière intéressante le rapport à la réalité de ce patient.

CERTIFICAT DE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE SORTIE D'ESSAI EN HOSPITALISATION D'OFFICE A COMPTER DU 14 JANVIER 1993 (Dr MARTIN) établi le 5 Janvier 1993 - Dr MARTIN -

Etat stationnaire. Ebauche d'une remise en cause personnelle.

L'édifice délirant construit par Monsieur JOSTE masque mal une dépression importante.

H.O. justifiée avec maintien à l'extérieur, en congé d'essai pour un mois, afin de favoriser une réinsertion professionnelle de manière intéressante le rapport à la réalité de ce patient.

Monsieur JOSTE restera à son domicile et viendra me voir chaque semaine en consultation au C.M.P. Garibaldi à ST MAUR.

CERTIFICAT MENSUEL DU 08/02/93 - transmis le 05/02/93 - Dr MARTIN

Le patient paraît plus tendu depuis sa sortie.

Il semble que soumis à une certaine pression de la part de son entourage, il ait repris une activité délirante plus riche. Je persiste à penser qu'il n'est pas actuellement dangereux pour autrui mais je reste un peu réservé quant à l'évolution des troubles.

Le congé d'essai d'hospitalisation d'office reste actuellement la formule qui semble le plus adaptée.

A maintenir donc ...

CERTIFICAT DE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE SORTIE D'ESSAI EN HOSPITALISATION D'OFFICE A COMPTER DU 14 FEVRIER 1993

Patient suivi en ambulatoire sur le secteur.

Monsieur JOSTE reste extrêmement tendu et on peut penser que son entourage contribue à maintenir cette tension anxieuse.

La mesure d'H.O. reste justifiée avec sortie d'essai pour un mois dans les mêmes conditions.

CERTIFICAT DE DEMANDE D'ABROGATION DE L'HOSPITALISATION D'OFFICE FAIT Le 26 FEVRIER 1993 - DR MARTIN

Il ne me paraît plus souhaitable, dans l'état actuel, de prolonger l'hospitalisation de ce patient. En effet, bien qu'il continue à avoir une perception délirante de son environnement professionnel, Monsieur JOSTE ne me paraît pas présenter de dangerosité pour autrui.

Je demande donc l'abrogation de l'arrêté d'hospitalisation d'office de ce patient. Monsieur JOSTE sait qu'il peut venir me voir si il le désire au C.M.P. de St Maur

Abrogation le 2 Mars 93.

6

SERVICE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE REGIONAL

CENTRE HOSPITALIER « LEON-JEAN GREGORY »

B.P. 22

66301 THUIR Cedex

Tél & Fax : 04.68.85.47.00

—o—

DOCTEUR J.P. PECASTAING

Perpignan, le 19 octobre 1998

Monsieur le Médecin Chef
du Secteur I

Mon Cher Ami,

Vous allez recevoir Monsieur JOSTE qui est un patient que vous connaissez. Ce sujet a été expertisé par le Docteur VACHET qui a conclu à un article 122.1.

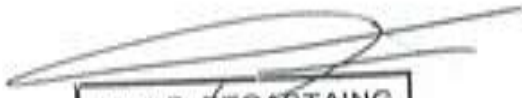
En attendant qu'il dépose son expertise courant de la semaine prochaine j'ai pensé qu'il valait mieux, compte tenu de la lourdeur de sa pathologie, que Monsieur JOSTE soit hospitalisé en milieu psychiatrique.

Ce patient exprime toujours les mêmes idées délirantes, centrées sur des problèmes de détournement de fonds, ses comportements violents seraient la conséquence directe des persécutions dont il serait l'objet depuis des mois.

Monsieur JOSTE conteste son hospitalisation car il pense qu'ainsi son affaire sera « étouffée » alors que tant qu'il était incarcéré il pouvait communiquer avec les Juges. Il refuse également tout traitement neuroleptique. Depuis son incarcération la semaine dernière, il n'a eu que des anxiolytiques à doses filées.

Je vous prie, Mon Cher Confrère, à mon amical souvenir,

Docteur J.P. PECASTAING



Dr J-P. PECASTAING
Centre Hospitalier
L.J. GREGORY
S M P R
N° ORDRE 66 10 0993-6

44

CENTRE HOSPITALIER LEON JEAN GREGORY
BP 22 - 66301 THUIR CEDEX - ☎ : 04.68.84.66.10 - Fax : 04.68.84.65.51.

Secteur 1
Chef de Service : Docteur R. CARIOU

THUIR, le 16/08/2000

CERTIFICAT MENSUEL ET DE CONGE D'ESSAI D'H.O

Je soussigné (e), Docteur R. CARIOU
Médecin au Centre Hospitalier Spécialisé de THUIR, certifie que :

NOM : JOSTE
Prénom : Michel
Né le : 10/09/1952 à Meknès
Admis le : 19/10/98
En : HOSPITALISATION D'OFFICE

présente :

Monsieur JOSTE Michel est entré en hospitalisation d'office par transfert du S.M.P.R.

Ce monsieur est connu pour des antécédents délirants ayant nécessité une première hospitalisation d'office en 1992, en région parisienne. Il était alors dans une phase d'exaltation avec idées mégalomaniaques et de persécution.

A l'entrée, il était coopérant, soulagé de voir un terme à ses tribulations judiciaires. Il retraçait l'histoire d'une invention de placement financier devant rapporter plus de 1000 % et des persécutions conséquentes qu'il avait subies. Ruiné et expulsé de son appartement parisien, il vit depuis 1994 chez ses parents à Baixas. Des problèmes de scolarité de son fils aîné, âgé de 9 ans, sont à l'origine d'une nouvelle flambée revendicative, avec dénonciations calomnieuses envers les instituteurs de Baixas, qui ont porté plainte. L'expertise psychiatrique, réalisée au S.M.P.R. par le Docteur G. VACHET a mis en évidence des troubles psychiques ayant aboli le discernement de Monsieur JOSTE au moment des faits en raison d'une psychose paranoïaque.

Au cours de son hospitalisation, Monsieur JOSTE a coopéré à la prise en charge et, s'il ne critiquait pas le fond de ses convictions délirantes, il admettait l'aspect excessif de son comportement revendicatif, n'aspirant qu'à ce que « tout rentre dans l'ordre ».

Deux expertises psychiatriques, réalisées par les Docteurs MIROUSE et BOSCH, n'ont pas conclu à une levée d'H.O., et une poursuite de la sortie d'essai a été pratiquée.

Le délire est toujours présent mais l'humeur est normale et sa position de victime vis à vis de son internement lui a permis pour l'instant, des bénéfices secondaires (100 % sécurité sociale, invalidité). Cependant, l'accord médical de la sécurité sociale pour une invalidité première catégorie ne semble pas le satisfaire et le refus d'indemnisation d'ordre administratif relance son animosité et ses revendications à être indemnisé par l'Etat.

Néanmoins, son comportement social ne pose aucun problème actuel.

L'H.O. peut être poursuivie sous la forme d'un congé d'essai.

Docteur R. CARIOU